

Belgique pays sexiste?

Texte:
**Catherine
Ernens**

Notre sondage exclusif le confirme, vous soutenez la libération de la parole des femmes. Heureusement, parce que notre pays a encore du boulot. Que ce soit au travail, où les injustices sont le plus cruellement ressenties, à l'école, à la maison ou dans les lois qu'il faudrait adopter pour que la situation change enfin.

Harcèlement sexuel, mains aux fesses et sifflement dans la rue. Le quotidien vécu par des millions de femmes devient intolérable. La parole s'est libérée, fait grincer quelques dents mais est soutenue par une opinion publique favorable. Nous avons voulu connaître vos préoccupations et les solutions que vous préconisez à ce sujet.

Notre sondage *Moustique* exclusif, effectué par l'Institut Listen, offre une photo éclairante et contrastée: l'inégalité entre les sexes est de moins en moins acceptée, surtout au travail et quand il s'agit d'éducation. Mais les stéréotypes ont la vie longue. Et le féminisme fait toujours peur. Cinq grands enseignements.

60%



**60 % DES FRANCOPHONES
INTERROGÉS**

**jugent la récente prise de parole
des femmes nécessaire.**

**Mais seulement 39 %
approuvent les discours féministes.**

La libération de la parole applaudie

L'égalité homme-femme n'avance pas

Non, vous n'en avez pas ras le bol. Seul un Belge francophone sur dix trouve la libération de la parole des femmes exagérée, sans pour autant qualifier le phénomène de dangereux. On aurait pu penser le contraire. Contrairement aux États-Unis, ou à la France, le mouvement #MeeToo et #BalanceTonPorc s'est trouvé des réfractaires, et ce même parmi les femmes. On a commencé à resserrer les boulons, notamment avec la tribune des "cent femmes" sur la liberté d'importuner. Mais en Belgique, le plébiscite est évident. Près de huit francophones sur dix applaudissent le mouvement. La prise de parole des femmes est jugée nécessaire par 60 % des personnes interrogées et elle pourrait avoir plus d'ampleur encore pour 19 %. Les personnes vivant en couple sont plus sensibles que les autres à la nécessité de cette prise de parole des femmes. On peut donc lire ici une véritable prise de conscience, avec des résultats qui n'auraient jamais été enregistrés il y a un an.

L'action et les discours féministes recueillent, par contre, un avis plus tiède. 39 % des personnes interrogées approuvent les féministes. Les femmes sont significativement plus enthousiastes mais cela reste moins de la moitié (44 %). Du côté des hommes, petite levée de boucliers puisqu'un sur cinq n'approuve pas (du tout) les féministes. Laetitia Genin, responsable des enquêtes chez "Vie féminine" pense qu'il s'agit là d'une méconnaissance de ce qu'est le féminisme "*qui est de soutenir les femmes dans leur expression et leur réappropriation du pouvoir sur leur vie*".

Dans l'opinion publique, les problèmes liés au sexisme n'évoluent pas globalement, ni en pire ni en mieux. Pour la moitié des personnes, ils sont stables. Pour un quart des personnes, ils vont de mieux en mieux alors que pour près d'un autre quart, ils sont pires qu'avant. Le total des "pire" et des "mieux" traduit un statu quo. Les hommes, les jeunes et les citadins sont les plus optimistes sur cette évolution. Derrière cela, le terme "sexisme" reste peu ou mal compris, surtout parmi les personnes plus âgées. "*Parler d'inégalité, d'injustice ou de faits précis est plus parlant et aurait sans doute récolté un soutien plus grand des personnes interrogées*", estime Laetitia Genin. La domination masculine est cependant reconnue par de plus en plus de personnes. Un Belge francophone sur deux s'accorde pour dire que la société est dominée par les hommes, ce qui est en soi une reconnaissance d'une société sexiste. Plus de trois personnes sur dix ne se mouillent pas sur cette question et 17 % des personnes sondées trouvent que les hommes ne sont pas dominants.

Notre sondage montre que le sexisme en Belgique est un problème pour près de quatre personnes sur dix. Pour un Belge sur cinq, ce n'est pas un souci. Les femmes sont, sans surprise, plus sensibles au sexisme (43 %) que les hommes (33 %). Et la jeune génération, les 20-34 ans, pour près de la moitié, le pointe du doigt. La sensibilité plus forte des jeunes femmes et des personnes vivant en zone urbaine aux inégalités



**LA MOITIÉ
DES SONDÉS**
reconnait que la société
est dominée par les hommes.
Mais pour 20 % d'entre eux,
ce n'est pas un souci.

de genre est corroborée par toutes les enquêtes de ce type. *“Les faits de harcèlement ont été rendus visibles par des jeunes femmes, actrices ou non, il y a donc un phénomène d’identification très forte”*, souligne Laetitia Genin. Le sexisme est plus dénoncé à Bruxelles et dans le Brabant wallon que dans le reste de la Wallonie. Les habitants de la province de Luxembourg se démarquent puisqu’ils sont un sur quatre à estimer que le sexisme n’est pas un problème.

Le travail, ce champ de batailles

C’est au travail que le sexisme vous préoccupe le plus, avant même ses manifestations dans l’espace public. Étonnant: on a pourtant bien plus parlé du harcèlement de rue ces derniers temps que des inégalités au travail. Hommes et femmes sont unanimes sur ce point: les trois quarts dénoncent le sexisme au travail. Travailler avec des hommes ou des femmes, c’est égal. Les personnes interrogées ne font pas non plus de fixette sur le sexe du chef. Pourtant, dans les faits, les hommes sont majoritaires aux postes à responsabilité. D’ailleurs, seulement un francophone sur cinq a une préférence avec un choix plus marqué dans ce cas pour un homme, surtout parmi les Bruxellois ou les habitants des grands centres urbains.

Mais globalement, cela importe peu. Pour une personne interrogée sur quatre, cependant, une répartition mixte est souhaitée. Les femmes sont plus nombreuses à préférer les collègues masculins ou une répartition mixte alors que les hommes se disent complètement indifférents. Et puis, en 2018, cela reste problématique d’annoncer au travail que l’on est enceinte pour un francophone sur deux. Le problème est plus soulevé par

les femmes et par les classes sociales moins aisées. En revanche, plus d’un francophone sur quatre estime qu’il existe des métiers exclusivement masculins, ce chiffre tombe à 17 % lorsqu’il s’agit des métiers féminins. Les métiers physiques, du bâtiment, l’armée sont, entre autres, jugés exclusivement masculins. Parmi les métiers jugés complètement féminins, on retrouve par exemple esthéticienne, sage-femme ou infirmière.

Lois et éducation comme solutions

Le sexisme est renforcé par des stéréotypes tous azimuts: vous pointez autant les médias, le monde du travail, la publicité, l’éducation que le monde politique. Les femmes et les jeunes voient significativement plus dans l’éducation un lieu où les stéréotypes sexistes sont renforcés. Les vingtenaires ont un regard plus critique que les autres sur les médias et la publicité.

Alors que faire? Plus d’un francophone sur deux pense que ce sont les lois, ensuite les parents et enfin l’école qui doivent prendre en charge la lutte contre le sexisme. Trois quarts des francophones pensent qu’on devrait éduquer les enfants sans différence de genre. Les femmes sont plus nombreuses à aller dans ce sens alors que les Bruxellois, les classes sociales supérieures et les habitants des grands centres sont proportionnellement plus nombreux à rejeter l’idée.

Une grosse majorité des francophones sont favorables à des lois imposant une égalité salariale (87 %), voire une égalité absolue entre les hommes et les femmes (71 %). Par contre, les francophones ne parviennent pas à se prononcer pour ou contre les quotas de présence féminine. Les femmes sont plus favorables à ces quotas, mais le niveau d’acceptation n’atteint pas plus de 60 %. Ceci peut s’expliquer par le fait que les femmes, comme l’ensemble de la population, éprouvent une méfiance grandissante par rapport aux institutions publiques, y compris politiques. *“Donc les lois ne suffisent vraiment pas pour elles. La sensibilisation et le travail de proximité sont réclamés de surcroît”*, conclut l’experte de “Vie féminine”.



En 2018, il reste problématique d’annoncer au travail que l’on est enceinte pour **50 % DES FRANCOPHONES**. Le sexisme au travail inquiète d’ailleurs plus que le harcèlement de rue.



87%

Une grosse majorité des sondés est favorable à des lois imposant l’égalité salariale. Mais 60 % seulement pensent qu’il faut adopter des quotas de présence féminine.

Ces clichés à la peau dure

La blague sexiste a de beaux jours devant elle. Et l'habit fait toujours la salope, si l'on peut dire. En tout

cas, les comportements et jugements stéréotypés restent bien tolérés dans l'opinion publique. *“Un compliment en soi, pris isolément, ne pose pas de problème. C'est important de continuer à se l'autoriser tant que c'est consenti. Et il ne faut pas s'interdire de rire, nuance Laetitia Genin. Cela pose problème quand cela participe à la mécanique d'un système de domination.”*

Une femme sur deux et près de six hommes sur dix sont ainsi ouverts à de l'humour basé sur des stéréotypes de genre. Près de trois quarts des francophones pensent qu'on peut complimenter une collègue pour son physique. Les 55-64 ans et les personnes habitant dans le Hainaut sont plus nombreux à être favorables aux compliments sur le physique des collègues féminines. Une personne sur deux pense qu'on peut aussi y aller de son petit compliment en rue et plus de la moitié estime qu'on peut faire de l'humour à partir de stéréotypes sexistes. Ici aussi, les personnes plus âgées (45-64 ans) sont plus en accord avec les compliments dans la rue alors que les classes sociales élevées le sont proportionnellement moins.

L'habit sexy “qui incite”, c'est la traduction du “elle l'a bien cherché”. Et cette idée reste bien ancrée, surtout chez les plus âgés et dans les milieux moins aisés. Un Belge francophone sur quatre estime qu'une femme en habits sexy incite les hommes à se comporter de manière sexiste. *“On est dans un contexte de société qui invite les femmes à être un objet de désir. La femme doit prendre soin d'elle, être jolie, mais pas trop sexy non plus. Les injonctions à l'égard du corps des femmes restent très présentes”,* explique Laetitia Genin. L'experte reconnaît que les hommes subissent aussi ces injonctions mais “dans une moindre mesure”.

Le problème de fond, c'est quand il y a agression. Une femme qui a subi une agression se confie généralement à des proches, surtout des amies. Ce qui est important à ce moment-là, c'est l'attitude qui sera adoptée. *“Or, une femme sur quatre entend alors un message culpabilisant ou banalisant ce qu'elle a vécu. Ce sont les réflexions du type: “Est-ce que tu ne l'as pas un peu provoqué par ta tenue? Pourquoi te promènes-tu seule?””,* rapporte Laetitia Genin. ✖



1 FRANCOPHONE SUR 4

estime qu'une femme habillée sexy incite à des comportements sexistes. Et 60 % des hommes sont favorables à l'humour basé sur les stéréotypes de genre.

1.000
personnes
sondées

Enquête menée du 16 au 21 février auprès de 1.000 Belges francophones de 20 à 64 ans. La parité entre hommes et femmes est absolue. On compte 25 % de Bruxellois interrogés pour 75 % de Wallons. La marge d'erreur est de 3,10 %. Le sondage a été réalisé par l'Institut “Listen”.

Tâches ménagères, l'éternelle guerre

Sur la question du partage des tâches ménagères dans le couple, c'est la bisbrouille entre les hommes et les femmes. Près de trois femmes sur dix jugent cette répartition déséquilibrée alors que 70 % des hommes la trouvent tout à fait équilibrée. Les disparités varient aussi en fonction de l'âge du répondant. Les 35-44 ans sont ceux pour qui cet équilibre est le plus remis en question.

La mixité, sans unanimité

On trouve 12 % de Belges francophones favorables à la non-mixité! Presque un jeune de 25-34 ans sur 5 est pour la non-mixité. L'idée séduit également plus les Bruxellois, les classes sociales inférieures, les habitants des grands centres et les gros ménages.

Sois professionnelle et tais-toi

C'est sur leur lieu de travail que les femmes souffrent le plus. La blague sexiste vole haut. La bienveillance paternaliste est sa complice. - Texte: Catherine Ernens -

Dis, chou, tu me sers un petit café?" "Oh ma mignonne, tu vas me chercher le dossier?" "Elle sera là demain pour la réunion?" (Un employé à propos de sa collègue enceinte.) "Je ne sais pas, je ne suis pas son gynécologue" (le manager, avec un large sourire). On n'est pas dans *Mad Men*. On est en 2018, dans une entreprise belge. Le sexisme, c'est simple: ça commence quand on fait une remarque à une femme qu'on ne ferait pas à un homme. Et ça se perpétue via ces attaques déguisées mais répétées. Les femmes s'entendent dire ou sous-entendre que leur premier job, c'est de servir les autres, de s'occuper de leur famille, d'être plaisantes et attrayantes. On commente la longueur d'une jupe et la hauteur d'un talon. Rien de grave. Mais le résultat a un véritable impact sur la légitimité, les compétences, les choix, les ambitions.

Les blagues sexistes mettent les femmes dans une situation paradoxale. Elles ont le choix d'en rire et d'avoir la paix ou de râler et d'avoir des ennuis. "Pour être intégrées dans l'équipe, beaucoup de femmes se plient aux comportements dominants. Celle qui ne le fera pas sera taxée de "chieuse de service". On dénoncera son agressivité: rien de pire pour une femme dont la douceur est le comportement attendu. On dira qu'elle n'a pas d'humour", développe Laetitia Genin, experte de l'ASBL Vie féminine. Et c'est ainsi que souvent les femmes ne sont pas les alliées des femmes qui dénoncent du sexisme. Or, explique Laetitia Genin, "une blague n'est jamais anodine. On peut bien entendu rire de tout mais en sachant que l'humour sexiste comme raciste participe à une pensée de société". Et le vrai souci de l'humour lourd, c'est sa répétition. À la longue, il use et mine la confiance en soi des femmes. Il les renvoie à leur genre.

Dans les cas les plus graves, le sexisme répété peut

mener à du harcèlement moral collectif, le groupe (femmes comprises) se soumettant à la pensée sexiste dominante. "Mais c'est très difficile pour la victime d'apporter la preuve que ce qu'elle vit est dû au fait d'être une femme. Et si sa plainte n'aboutit pas, elle en ressort complètement décrédibilisée, dans une situation pire qu'avant. Il y a donc très peu de plaintes", explique Myriam Delmée, vice-présidente du SETca, syndicat des employés et cadres de la FGTB. Les cas de harcèlement sexuel, quand ils sont dénoncés, se règlent ainsi au sein de l'entreprise, en toute discrétion. Et la solution trouvée pour la victime est majoritairement de la faire quitter l'entreprise ou de la déplacer de poste. Car rester peut devenir l'enfer. "Cela dépend de l'attitude des collègues de la victime. Mais très souvent, ce sera: "qu'est-ce qu'elle avait à faire aller sa gueule, celle-là?"

Les femmes parlent aussi du discrédit qui est jeté sur leurs compétences "l'air de rien". On leur dit avec bienveillance qu'elles ne seront sans doute pas capables de rentrer tel dossier à temps parce qu'elles ont une famille. On ne leur propose pas tel poste en les renvoyant aux soins des enfants. "Du point de vue de la considération, on voit la femme avant la professionnelle", souligne Laetitia Genin. Les femmes rapportent aussi le désintéret qu'on porte à leurs propos en réunion et la fréquence à laquelle elles sont interrompues. Emma explique ainsi que son responsable ne la regarde pas quand elle parle alors qu'il le fait pour ses collègues masculins.

On baigne dans un contexte de société où les compétences masculines restent celles qui sont valorisées pour grimper les échelons: s'affirmer, y aller, être franc, parfois brutal. Mais quand une femme adopte ces attitudes "plus viriles", se montre catégorique, fait des heures supplémentaires, on la dénigre. Parce qu'une femme autoritaire, ça manque de charme. Cela fait même peur. Et si elle fait valoir d'autres compétences, comme la

**Face aux blagues sexistes,
les femmes ont le choix:
en rire et avoir la paix ou
râler et avoir des ennuis.**

bienveillance, un management plus participatif, elle peut prêter à sourire, être décrédibilisée.

“Une femme chef, je n’ai rien contre, en soi. Le problème, c’est qu’elles sont revanchardes”, estime Pierre. *“Une femme qui réussit dans la hiérarchie, c’est parfois socialement pire de négocier avec elle.*

Elles ont parfois tout sacrifié, n’ont pas d’enfant, se sont endurcies et aigries. On a plus de mal à leur faire respecter les droits de base”, rapporte Myriam Delmée.

Deux hommes et un postérieur

Le paradoxe frappe une fois de plus. Les femmes doivent en faire deux fois plus pour faire leurs preuves et quand elles veulent valoriser leur travail, on leur renvoie qu’elles en ont fait trop. Ou alors, le cas de figure reste fréquent, on sous-entend la promotion canapé. Quant à l’écart salarial, à poste égal, il se réduit. Mais les femmes continuent à toucher des salaires moindres du fait du temps partiel trop souvent contraint. Et de leur accès limité à des fonctions hiérarchiques.

Concernant les rémunérations, on constate également que c’est au niveau des avantages →

→ extralégaux (voiture de société, contribution à la pension complémentaire, options sur action...) que les écarts se creusent. Et on est bien ici dans les stéréotypes de genre. *“Un homme avec quatre enfants sera perçu comme plus responsable, plus mature pour devenir manager. Pour une femme, c’est l’inverse. Si vous ajoutez à ça la répartition non équitable des tâches ménagères, vous voyez à quel point les carrières des femmes sont freinées”,* explique Gaëlle Demez, responsable des femmes à la CSC. Le syndicat chrétien vient d’ailleurs de lancer une campagne coup de poing pour confronter hommes et femmes aux clichés sexistes. Sur une affiche, on voit deux hommes les yeux rivés sur le postérieur d’une collègue. *“Même chez nous, cela interpelle les hommes qui n’ont pas l’air de se rendre compte que ça ne va pas”,* explique

Gaëlle Demez. On notera au passage que les syndicats eux-mêmes sont souvent des bastions d’un certain machisme.

Le tabou qui frappe les nettoyeuses

Certains secteurs mettent les femmes dans des situations de vulnérabilité bien plus inquiétantes, en particulier les femmes qui travaillent dans les secteurs de service à domicile. Au point que c’en est devenu un métier à risque. Près d’une nettoyeuse ou aide familiale sur trois a un jour été victime de violences sexuelles au travail. Souvent, il s’agit de violences verbales liées au sexe. Mais des attouchements non désirés ne sont malheureusement pas une exception. C’est ce qui ressort d’une enquête menée par la CSC Alimentation et Services auprès de plus de 51.000 nettoyeuses et aides familiales. *“En tant que syndicat, nous avons récolté des récits de nettoyeuses qui n’osaient plus aller chez un client pour cause de harcèlement”,* rapporte Pia Stalpaert, présidente de la CSC Alimentation et Services. *Mais le tabou est énorme et les problèmes souvent pas signalés. Les nettoyeuses bien souvent ne savent pas à qui s’adresser pour communiquer un comportement problématique.”*

Dans le secteur des supermarchés, *“le sexisme n’est vraiment pas ce dont les gens se plaignent tous les jours dans leur travail”,* tempère cependant Myriam Delmée. Les remarques aux employées de supermarchés sur leur manière de s’habiller, sur leur physique sont quotidiennes. *“Mais c’est tellement dans les mœurs, ça reste “gentil”, donc c’est tenu sous silence. Le client est roi. Donc il faut encore sourire et dire merci. Ce sont les trucs habituels. Et le phénomène est vraiment loin d’être en régression. Je ne suis pas certaine que les employées sachent même qu’elles seraient en droit de se rebeller.”* Dans le monde du commerce, l’encadrement reste essentiellement masculin. Et on y vit souvent dans la crainte de perdre son job, souvent précaire ou à temps partiel. Alors, la plupart des femmes disent que tout ça leur passe par-dessus la tête, histoire de survivre: ✘

La part douce du sexisme

Le sexisme bienveillant est le plus invisible. Il est très souvent involontaire de la part des hommes et accepté par la plupart des femmes. Ce sont les travaux de Benoît Dardenne, professeur à l'ULg et de Marie Sarlet (ULg) qui l'ont mis en évidence. *"Le sexisme bienveillant est défini comme une attitude subjectivement positive qui décrit les femmes comme des créatures pures, qui doivent être protégées et adorées par les hommes"*, définit Marie Sarlet dans une thèse consacrée à cette question. Cette idée suggère que les femmes sont fragiles et qu'elles ont besoin de la protection des hommes, qu'elles sont inférieures et moins capables qu'eux. Dans tout système de domination, force et autorité ne suffisent pas pour que les dominé(e)s restent à leur place et s'en contentent. Le sexisme bienveillant est la part douce du sexisme. Le souci, c'est que soumises à des discours infantilisants, les performances des femmes aux tests cognitifs baissent...

L'éducation face au sexisme

Texte:

Marie Frankinet

Les stéréotypes sont encore partout en 2018. Les petites filles aiment la Reine des Neiges, les garçons préfèrent les petits soldats. Pourtant, c'est la condition féminine qui est un sport de combat.

Retour en octobre dernier. L'affaire Weinstein fait rage et la parole se libère sur Twitter. Tsunami de mots et de témoignages ravageurs charriant de tout: des femmes racontent leurs expériences de harcèlement, d'autres dénoncent le sexisme ambiant, des hommes, abasourdis, semblent découvrir l'ampleur de la situation. Mais il s'en trouve certains pour expliquer com-

ment prendre ce problème à bras-le-corps: *“J’ai jeté un coup d’œil sur le hashtag #BalanceTonPorc. Conclusion: je vais inscrire ma fille à la boxe thaïe, au karaté et au kung-fu”*. Il n’y aurait pas quelque chose qui vous titille? Oui, avant d’inscrire nos filles à des sports de combat, peut-être faudrait-il d’abord penser à éduquer nos garçons pour qu’ils respectent les femmes. C’est le cœur du problème. La lutte contre le sexisme doit commencer dès l’enfance, et pourtant c’est loin d’être le cas. En 2018, les petits garçons sont encore poussés à aimer les super-héros Marvel, alors que les petites filles se cantonnent à enfileur des costumes de la Reine des Neiges et à jouer à la Barbie.

Dès la crèche, les enfants sont incités à se conduire en fonction des stéréotypes sexués. Ils intègrent ces clichés dès l’âge de trois ans. Chris Paulis, anthropologue à l’ULg, s’interroge sur la manière dont les jeunes construisent →
→ aujourd’hui leurs identités. *“Cela commence par l’éducation des parents et ça continue à l’école. Cette dernière occupe une place prépondérante dans la formation des clichés. En maternelle par exemple, certains enfants commencent déjà à avoir des comportements sexistes, cela se traduit avec des petites phrases, comme “Je ne veux pas jouer avec toi parce que tu as un pantalon et que tu es une fille” ou encore “Tu as mis un tee-shirt rose et tu es un garçon, alors va avec les filles”*.” Les caractéristiques auxquelles il faut correspondre pour entrer dans le moule de la société ne sont pas que

physiques ou accessoirées. Chris Paulis explique ainsi qu’on inculque aussi aux enfants des attitudes à adopter en fonction de leur sexe. *“Les parents vont ainsi laisser une petite fille pleurer quand elle est triste, alors qu’ils vont réprimander leur garçon s’il le fait. Pareil dans le cas d’une dispute, ils vont inciter les garçons à se défendre physiquement et les petites filles devront pincer ou répondre à l’autre qu’elle est bête.”*

Les enfants vont de fait modifier leur manière d’agir par rapport à ce qu’on leur a appris, les garçons vont ainsi interioriser leurs émotions, s’autonomiser rapidement pour pouvoir s’affirmer alors que les filles vont être plus affables concernant leur ressenti et se montrer plus dociles. Même si ce n’est pas conscient. *“Tous les possibles existent aujourd’hui, parce que notre société est composée de millions de personnes complètement différentes. Ceux qui réclament l’égalité sont persuadés qu’ils ont raison, mais à côté d’eux, on retrouve aussi des personnes élevant leurs enfants différemment en fonction de leur sexe, parce que c’est comme ça que le monde fonctionne depuis toujours.”*

L’enfant en apprentissage est en observation constante. Du monde qui l’entoure, du comportement de ses pairs. Par mimétisme, il reproduit ce qu’il voit, intègre ce qu’il est en fonction des différences qu’on lui pointe. Or, il est important de préciser que le cerveau n’a pas de genre: ce sont nos expériences personnelles qui en modifient la structure. Afin d’assurer la plus grande égalité entre les sexes, il existe des alternatives. La preuve en Suède, où certaines écoles proposent une éducation non genrée, comme c’est le cas d’Egalia. Fini les princesses sauvées par des princes charmants, la bibliothèque présente la même proportion de héros que d’héroïnes “fortes”.

Dans un monde parfait

Ceci dit, un coup d’œil dans le rétroviseur permet de mesurer le chemin parcouru en matière de sexisme. Manon, 28 ans, a regardé un documentaire sur la

pédagogie suédoise en matière de genres. *“Ça semblait super-efficace. Le jour où j’aurai un enfant, j’aimerais vraiment qu’il puisse profiter de ce type d’éducation.”* La jeune femme a grandi dans une famille soudée, unie et progressiste. Aînée de trois frères, elle n’a jamais ressenti de différences de traitement. Sa grand-mère, Nicole, confirme d’un regard bienveillant. *“Manon a toujours été casse-cou.”* Nous les avons réunies pour discuter de la place de la femme, mais surtout pour confronter les idées, les points de vue et les parcours de deux générations en Belgique. L’une est née en 1928, l’autre en 1989. La première a connu la Seconde Guerre mondiale et Mai 68, la seconde démarre sa carrière professionnelle dans un monde qui tâtonne encore, oscillant entre deux eaux, celle de la parité et celle du rejet. Elles se ressemblent dans leurs sourires, dans leur manière très enjouée de s’exprimer et d’appréhender la vie.

“J’ai été élevée de manière très libre, commence Nicole. Il faut dire que j’étais la petite dernière, mon frère avait douze ans de plus que moi et ma grande sœur, quatorze. Du coup, mes parents me laissaient un peu faire ce que je voulais, sans trop s’en soucier. À l’époque, j’étais dans une école de filles, nous étions assez peu confrontées aux garçons.” La jeune femme fait du sport, préfère le basket à la danse, profite de sa vie comme elle l’entend. *“Mais la guerre a changé beaucoup de choses dans ma façon de voir le monde. Elle a commencé quand j’avais douze ans. J’ai dû aller travailler très jeune, à seize ans.”* Manon, elle, a fait des études universitaires. *“Je ne me suis même pas posé la question à vrai dire, pour moi, comme pour mes parents, il était inconcevable de commencer à travailler sans diplôme.”* Sa grand-mère réagit: *“C’est vrai qu’à mon époque, rares étaient les filles qui allaient à l’université”.* Nicole ne semble pas avoir souffert du sexisme, comme si elle était passée à travers. *“Mais quand j’entends Manon parler, je me rends compte qu’on acceptait beaucoup de choses qui nous semblaient normales à l’époque.”* Les remarques, la

place de la femme dans le travail, les mains aux fesses... *“Mais je réagissais toujours, je mettais des claques!”* Difficile de prendre les armes quand un mal n’a pas de nom. À l’époque, le sexisme était incrusté dans chaque strate de la vie. Heureusement, les choses ont bien changé. Manon, elle, se souvient très bien de sa première remarque genrée. *“J’étais au boulot avec un client au téléphone. Deux de mes collègues ont commencé à m’imiter, soulignant le fait qu’ils considéraient que j’étais aguicheuse. Je me suis sentie humiliée. Mais j’aurais dû m’en douter dès l’entretien d’embauche, quand on m’a signalé qu’il valait mieux que je ne m’habille pas trop moulant ou trop court.”*

Dans le parcours d’une femme, la question de la maternité pose également souvent problème. Que ce soit face à la pression sociale ou simplement dans l’évolution d’une carrière. *“Je me souviens, un jour quand j’étais à l’école, j’avais demandé en classe si une femme pouvait décider de ne pas avoir d’enfants, continue Nicole. On m’a regardée comme si j’étais folle, on m’a clairement fait comprendre que ce n’était pas un parcours de vie raisonnable pour une femme.”* Plus tard, quand elle a eu son premier fils, son mari a été muté en province. *“Je l’ai suivi, j’ai dû arrêter de travailler et aller vivre dans une ville que je détestais. Mais à l’époque, c’est ce qui se faisait. Si j’avais eu 25 ans en 2018, j’aurais peut-être dit à mon mari que c’était à lui d’arrêter de travailler pour s’occuper de notre enfant.”* Et dans un monde parfait, peut-être son homme aurait-il bénéficié d’un congé parental équivalent à celui accordé aux femmes. Elle et lui auraient alors été sur un pied d’égalité sur le marché de l’emploi. Oui, cela aurait été un bon début. ✱

Les chiffres du sexisme dans l'éducation

■ **3 ans.** L'âge auquel les enfants ont conscience que les adultes ont généralement des conduites différentes en fonction du sexe assigné.

■ **10-12 ans.** La période où les clichés selon lesquels les filles seraient naturellement plus passives et les garçons physiquement plus forts et indépendants sont intégrés.

■ **1997.** L'année où la mixité dans les classes a été rendue obligatoire en Communauté française.

■ **77 %.** Selon une étude du Pew Research Center aux USA, le pourcentage de gens favorables à encourager les fillettes à s'appropriier les activités "de garçon". Seuls 64 % estiment qu'il serait bon de faire l'inverse.

Baisser les bras? Pas le genre...

Texte:
Noémie Jadouille

En Belgique, les mentalités évoluent mais les discriminations persistent. Les femmes continueront donc à se battre, si possible avec un coup de pouce du politique et l'instauration de nouvelles lois.

Aurélie et Ana se réjouissent de leur victoire. Le combat contre la fameuse "taxe tampon", incarné par leur collectif Belges et Culottes, s'est clôturé en ce début d'année 2018 avec la publication au Moniteur belge d'un nouvel arrêté royal modifiant le taux de TVA des protections hygiéniques de 21 à 6 %. Mais les deux jeunes femmes ne comptent pas

s'arrêter là: *"Nous maintenons que ces produits devraient être offerts gratuitement dans les institutions scolaires, les prisons, les refuges de tout type, les centres de planning familial, et surtout dans les toilettes publiques"* scandent-elles sur leur page Facebook.

Utilisation des réseaux sociaux, blogs, hashtags, newsletters et podcasts, les groupements féministes se sont adaptés à notre époque pour mieux la changer. Mais si la forme a évolué, le fond reste le même. Malgré les avancées en matière de droits des femmes, le chemin est encore long vers l'égalité parfaite entre les sexes. *"Je n'aime pas hiérarchiser les inégalités. Il y en a beaucoup et elles ont des conséquences d'ampleur différente, mais toutes doivent disparaître"*, explique Ana Ines, cofondatrice de Belges et Culottées. *"En Belgique, plusieurs sujets nous interpellent comme les pensions, le congé parental, l'éducation sexuelle et l'avortement dont l'autorisation est soumise à des délais trop courts."* Ce délai est de douze semaines contre 24 en Grande-Bretagne et cet écart entre les pays entraînerait un "problème de classe" pour Ana Ines: *"Passé la date limite, les personnes qui ont les moyens de voyager pourront avorter en toute sécurité. Les autres, non"*. IVG, égalité salariale, harcèlement, violences sexuelles et conjugales, la Belgique a encore du pain sur la planche pour combattre le sexisme. En Wallonie, on estime par exemple à 18 le nombre de viols commis chaque jour. C'est beaucoup trop.

Malgré les nombreuses actions des associations actives dans la lutte contre les discriminations envers les femmes, légiférer sur ces sujets est nécessaire. Dans le sondage que nous avons réalisé (lire p. 16), plus d'un francophone sur deux (58 %) pense que les lois doivent prendre en charge la lutte contre le sexisme. Depuis le 12 janvier 2007 et l'adoption de la loi "gender mainstreaming", notre pays a l'obligation légale de renforcer l'éga-

lité hommes - femmes en intégrant la dimension de genre dans le contenu des mesures politiques prises au fédéral. Concrètement, les personnes qui définissent le texte des politiques publiques doivent réfléchir préalablement aux différences de situation entre hommes et femmes. Dans son rapport intermédiaire de 2017 sur cette politique, le gouvernement reconnaît cependant que *"l'intégration de la dimension de genre dans la réflexion menant à l'établissement des politiques fédérales reste trop limitée"* et que *"le gender mainstreaming n'est pas toujours correctement compris et donc exécuté"*.

Malgré de nombreuses actions effectuées dans le cadre de cette loi, les choses semblent donc aller lentement... Trop lentement pour Assita Kanko, conseillère MR à Ixelles et créatrice de l'incubateur #Polin inauguré le 7 février dernier. Le but: permettre aux politiciennes en herbe d'acquérir les compétences de base pour se lancer en politique, une sphère encore largement dominée par les hommes. Sur 18 membres du gouvernement fédéral actuel, on ne compte que quatre femmes. Dans le classement mondial reprenant le nombre de femmes dans chaque parlement national, la Belgique se classe 19^e avec 57 sièges sur 150 détenus par des femmes à la Chambre. Le Rwanda, la Bolivie et Cuba sont à la tête de cet index, brisant par ailleurs les idées reçues sur l'égalité soi-disant parfaite des pays nordiques.

Pour Assita Kanko, les vases sont parfaitement communicants: plus le nombre de femmes politiques sera élevé, moins il y aura de sexisme dans notre société. *"Cela permettra d'avoir une plus grande diversité de sujets dans les propositions politiques, car les femmes peuvent venir avec une nouvelle approche, et porter des projets n'étant pas prioritaires pour les hommes politiques qui jouissent de privilèges dont ils n'ont parfois pas conscience."*

Quand les femmes stagnent, l'homme recule

Même si notre pays n'est pas à plaindre en comparaison avec d'autres nations comme l'Iran, le Yémen et l'Arabie saoudite (où les femmes ne peuvent ni conduire ni même ouvrir un compte en banque), de nombreuses avancées restent en suspens. 53 % des francophones pensent d'ailleurs que les problèmes liés au sexisme n'évoluent pas. Si le manque de femmes politiques y est pour quelque chose, il n'est pas l'unique raison de ce "blocage". *"La nécessité du féminisme accuse un déficit de compréhension. On a souvent entendu que l'égalité était déjà acquise, donc pourquoi se battre? Ensuite, il y a le manque de données sur le genre, beaucoup de statistiques ne sont pas genrées. Et puis il y a les poids des stéréotypes..."*, explique Aurélie Notebaert, la deuxième tête pensante de Belges et Culottées. Dans son Index 2017 sur l'écart entre les sexes dans le monde, le World Economic Forum classe la Belgique au 31^e rang, loin derrière l'Islande, la Norvège et la Finlande aux trois premières places.

Indétrônables, les pays du Nord semblent avoir une longueur d'avance en matière d'égalité des sexes, et ce depuis de nombreuses années, puisque le droit de vote des femmes y est → → d'application depuis le début du XX^e siècle (1906 en Finlande!). La Norvège a par ailleurs imposé à ses entreprises des quotas menant à un équilibre hommes-femmes sur le marché du travail. Les Norvégiens ont mis en place un système généralisé de garde des enfants permettant de concilier vie de famille et emploi. Avec 68 semaines, la Suède offre, elle, le plus long congé parental au monde. Dernièrement, l'Islande est devenue le premier pays à imposer l'égalité salariale. Chez nous, même si ce principe est inscrit dans de nombreux textes législatifs, il est loin d'être une réalité. Assita Kanko reste néanmoins prudente quant à la comparai-

son avec les "pays modèles": *"Oui, les Nordiques sont des exemples à suivre en matière de droits des femmes, mais ils ont aussi leurs propres problèmes dans d'autres domaines, et nous devons adapter leurs mesures aux spécificités de notre pays"*.

Enfin, et c'est le plus inquiétant, il semblerait que quand le droit des femmes stagne, il soit menacé de reculer. En témoignent les récents retours en arrière sur l'IVG en Pologne et aux États-Unis. D'autant que les nouvelles formes de féminisme voient également naître un mouvement antiféministe important, incarné par le masculinisme et les nouvelles formes de violence telles que le harcèlement en ligne et le revenge porn. La bataille n'est certes pas gagnée. Mais on rappellera qu'au vu de l'histoire, les femmes ne sont pas du genre à baisser les bras. ✕

Au classement de l'égalité entre les sexes, la Belgique pointe seulement au 31^e rang mondial.

Les droits des femmes en Belgique

Les femmes belges n'ont cessé de se battre et l'histoire de leurs revendications est parsemée de succès. Mais aussi de quelques retours en arrière.

1804. Le Code civil consacre l'incapacité juridique totale de la femme mariée.

1900. La loi reconnaît le droit à l'épargne de la femme mariée, le droit d'obtenir un contrat de travail et d'encaisser son propre salaire. Mais ce dernier ne doit pas dépasser les 3.000 francs par an et doit être dépensé pour les besoins du ménage...

1919. Les mères, les veuves de guerre et les femmes emprisonnées ou condamnées par l'occupant obtiennent le droit de vote. Elles ne représentent que 0,5 % de l'ensemble des électeurs inscrits.

1948. Le droit de vote des femmes est reconnu par la loi.

1965. Marguerite De Riemaecker-Legot est la première femme à entrer au gouvernement belge.

1973. La pilule est autorisée comme moyen contraceptif. De nombreux médecins et associations la distribuaient déjà depuis plusieurs années.

1976. La femme mariée peut ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son mari.

1989. La loi réprime le viol entre époux. Auparavant, les relations sexuelles d'une femme avec son mari relevaient du "devoir conjugal".

1990. L'IVG est partiellement dépénalisée.

2002. L'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la Constitution belge.

2009. Lors des élections régionales, la loi impose la présence d'un représentant de chaque sexe aux deux premières places de chaque liste.

2014. Entrée en vigueur de la loi luttant contre le sexisme dans l'espace public. Cette loi est la seule dans le monde qui donne une définition du sexisme et le définit comme une infraction.